

EARL Richard

L'Herbaudière
72 160 Connerré

Dossier de déclaration d'un forage pour l'abreuvement des bovins (Elevage soumis au Règlement Sanitaire Départemental)

Rubriques IOTA

1.1.1.0 Sondage, forage



Le 29 juin 2023

**Réalisée par Isabelle CAUTY,
Tel : 02 43 31 81 05**

Index	p
I. Identité du demandeur	2
II. Emplacement du forage	3
III. Justification des besoins en eau	7
IV. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage	9
V. Document d'incidence	13
VI. Compatibilité SAGE, SDAGE	18

I. Identité du demandeur

Contexte

Frédéric Richard, exploitant l'EARL Richard à Connerré, souhaite réaliser un forage destiné à l'abreuvement de ses bovins allaitants. Le troupeau allaitant est constitué de 90 vaches allaitantes, 35 génisses de moins d'un an, 35 génisses de un à deux ans, 35 taurillons. Les effectifs étant inférieurs au seuil de déclaration ICPE, l'élevage relève du règlement sanitaire départemental et le présent dossier sera donc instruit par la DDT.

Coordonnées du demandeur :

EARL Richard
L'Herbaudière
72160 Connerré

Siret : 440 733 632 000 10

Rubriques IOTA concernées : 1.1.1.0

Le forage fera au maximum 70 mètres de profondeur et doit donc faire également l'objet d'une Déclaration au Code Minier et d'une demande d'examen au cas par cas.

Le débit souhaité est de 5 m³/h.

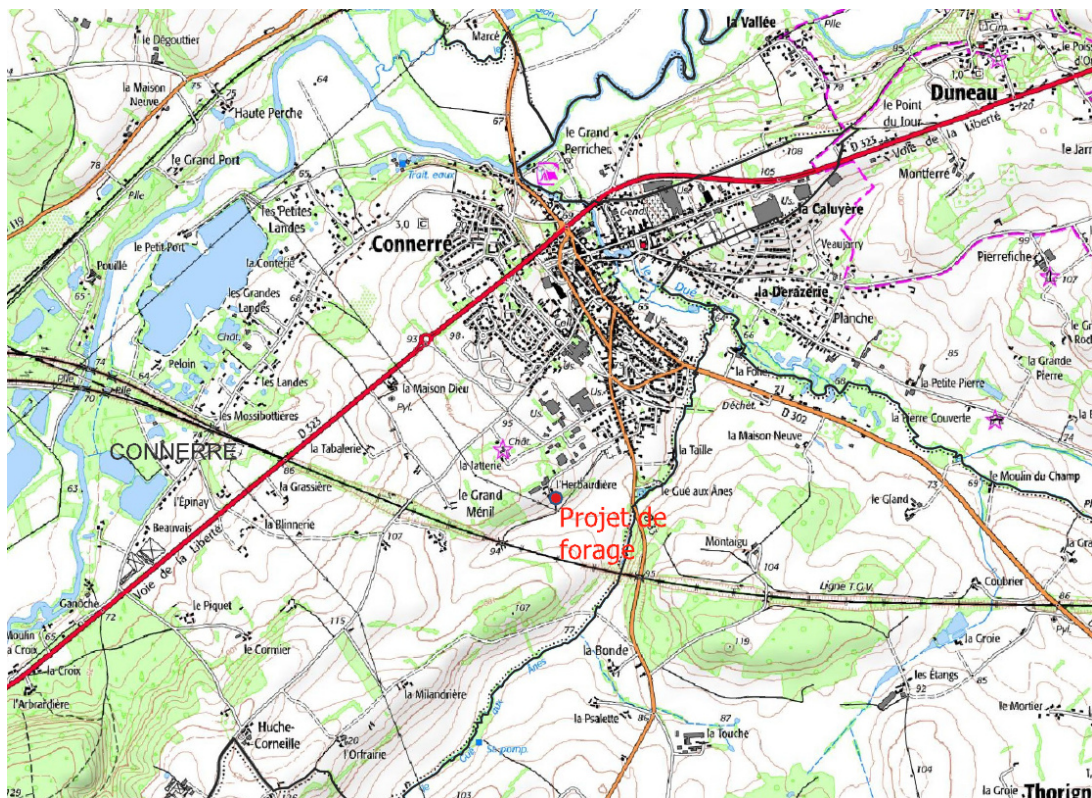
L'entreprise qui réalisera le forage est

L'Entreprise Cissé ZA de la Volerie 72440 Bouloire Tél : 02 43 35 13 09
--

II. Localisation du projet

L'Herbaudière 72160 Connerré

Parcelle cadastrale AD 144



EARL Richard

Déclaration de forage

Photos du projet de forage (2 sous deux angles différents)

Photo 1

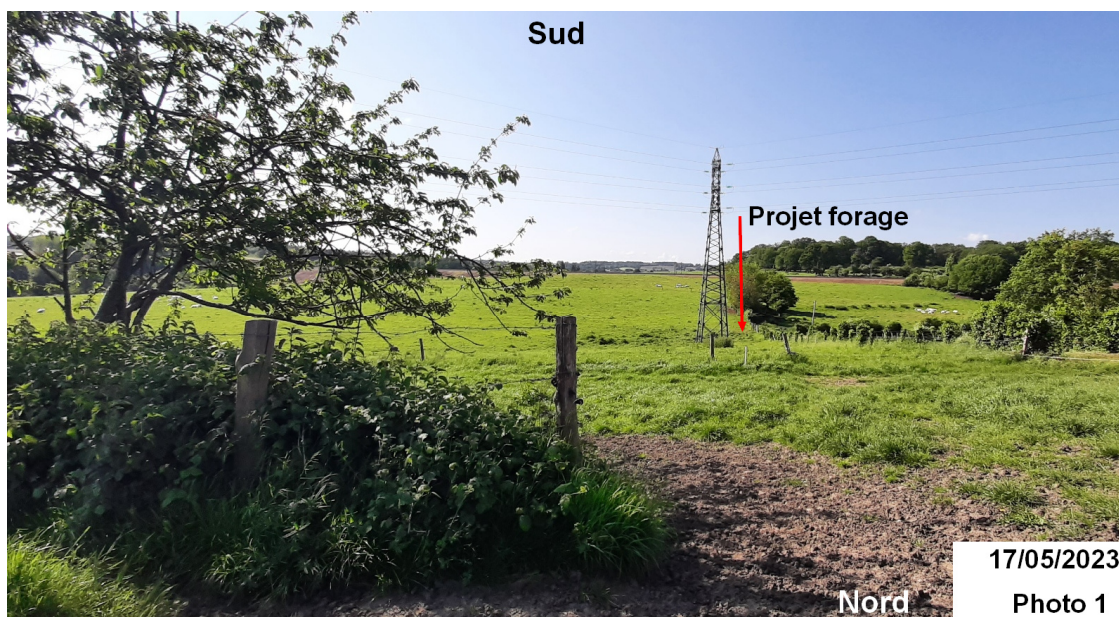
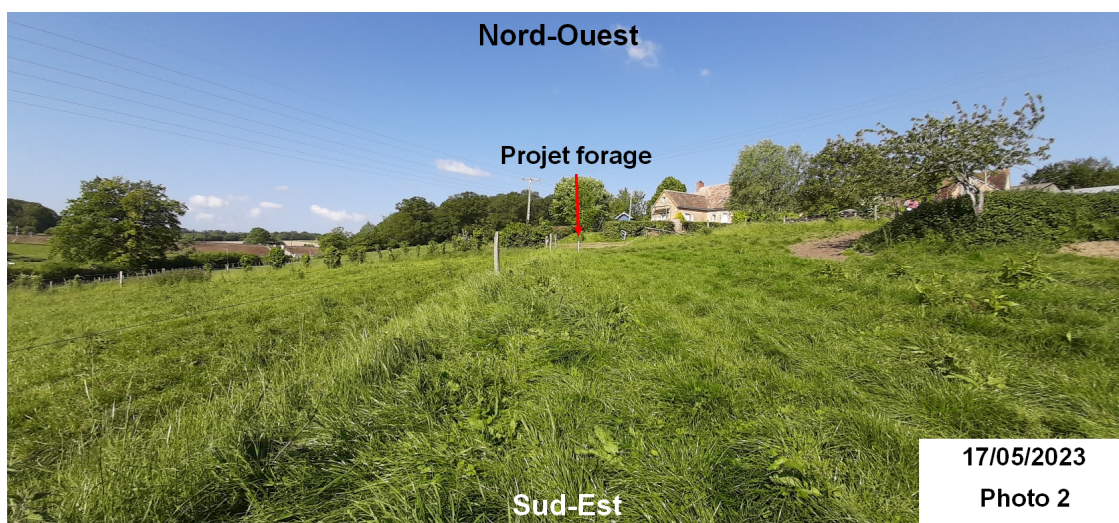
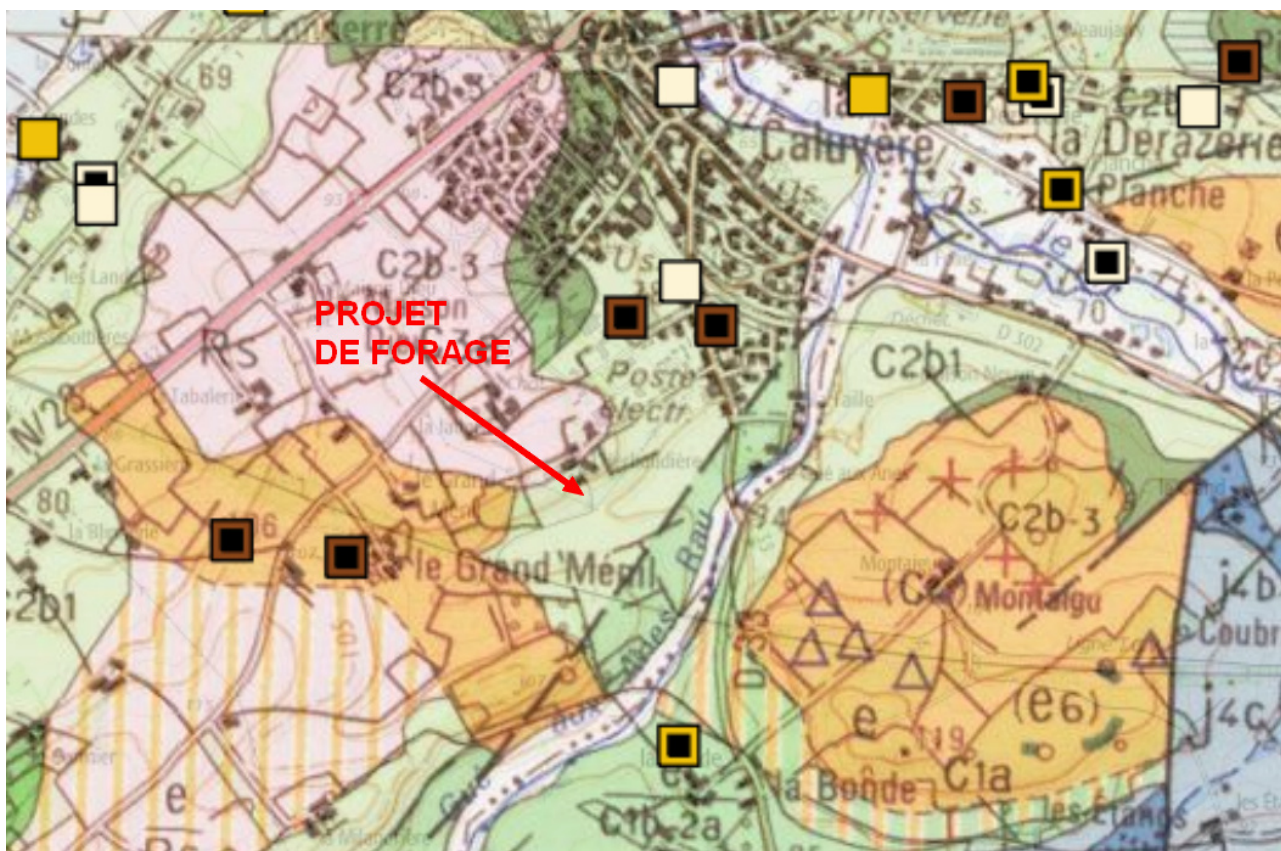


Photo 2



Contexte géologique et hydrogéologique du secteur

Extrait de la carte géologique au 1/50 000



Les substrats géologiques rencontrés seront, à partir de la surface :

Céno-manien

C2b1. Céno-manien moyen-supérieur. Sables du Perche

Les Sables du Perche présentent une succession de séquences métriques comprenant des dépôts grossiers à stratification oblique ou des dépôts fins, glauconieux et bioturbés, avec de minces lits argileux.

C2aM. Céno-manien moyen. Craie de Théligny et Marnes de Nogent-le-Bernard

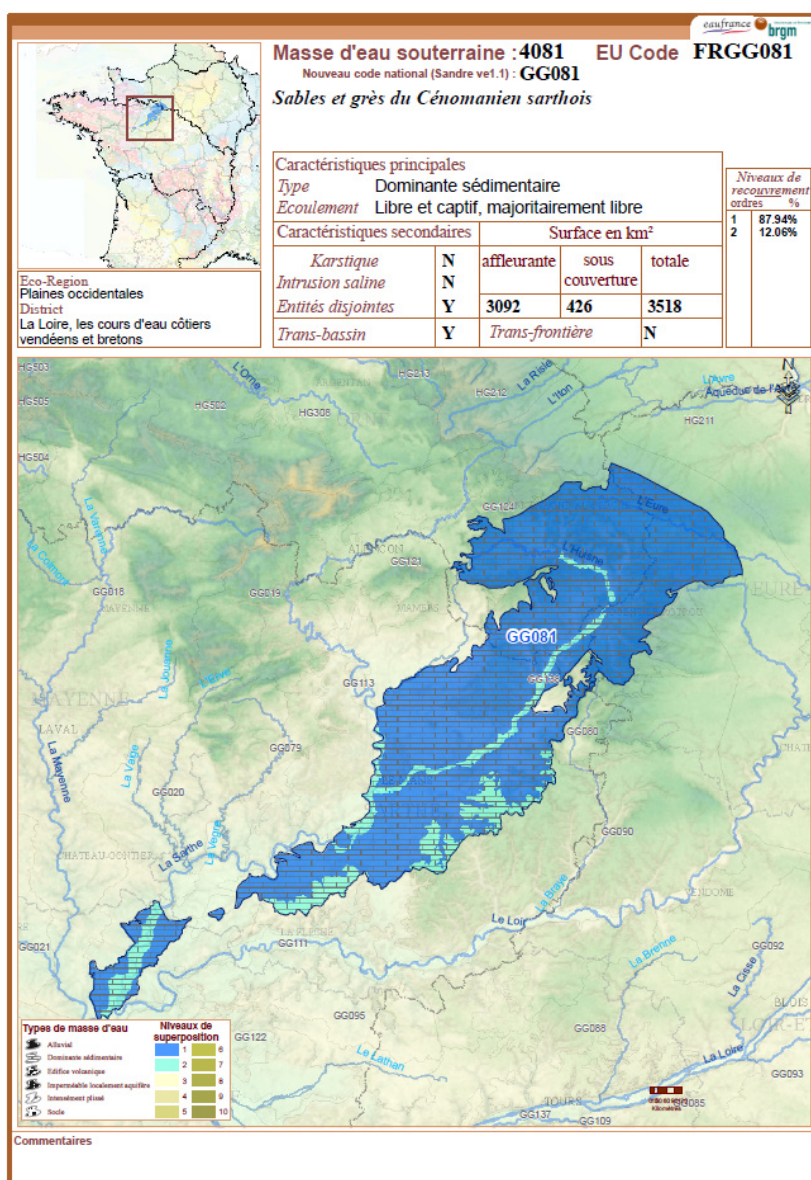
Les marnes de Nogent-le-Bernard sont des marnes grises, tendres, plus ou moins glauconieuses, parfois silteuses, avec des bancs indurés plus carbonatés. L'épaisseur à Connerre est d'environ 25 mètres.

C1bS. Céno-manien inférieur. Sables et grès de la Trugalle et de Lamnay.

Les Sables et grès de la Trugalle reposent sur les Marnes de Ballon en rive droite de l'Huisne; ils passent latéralement aux Sables et grès de Lamnay qui, en rive gauche de l'Huisne, font suite à la Craie glauconieuse ou aux faciès de transition avec les Marnes de Ballon.

Ils prennent la forme, à Connerré, de sable roux ou jaunes, avec alternance de granulométries grossières et fines, et avec passages de marnes ou de calcaires. Ces sables représentent un aquifère productif. La nappe étant captive à Connerré, est protégée des pollutions superficielles et convient particulièrement à l'eau potable.

La masse d'eau prélevée sera la nappe **Sables et grès du Cénomanien sarthois** **FRGG081**.



III. Justification des besoins en eau

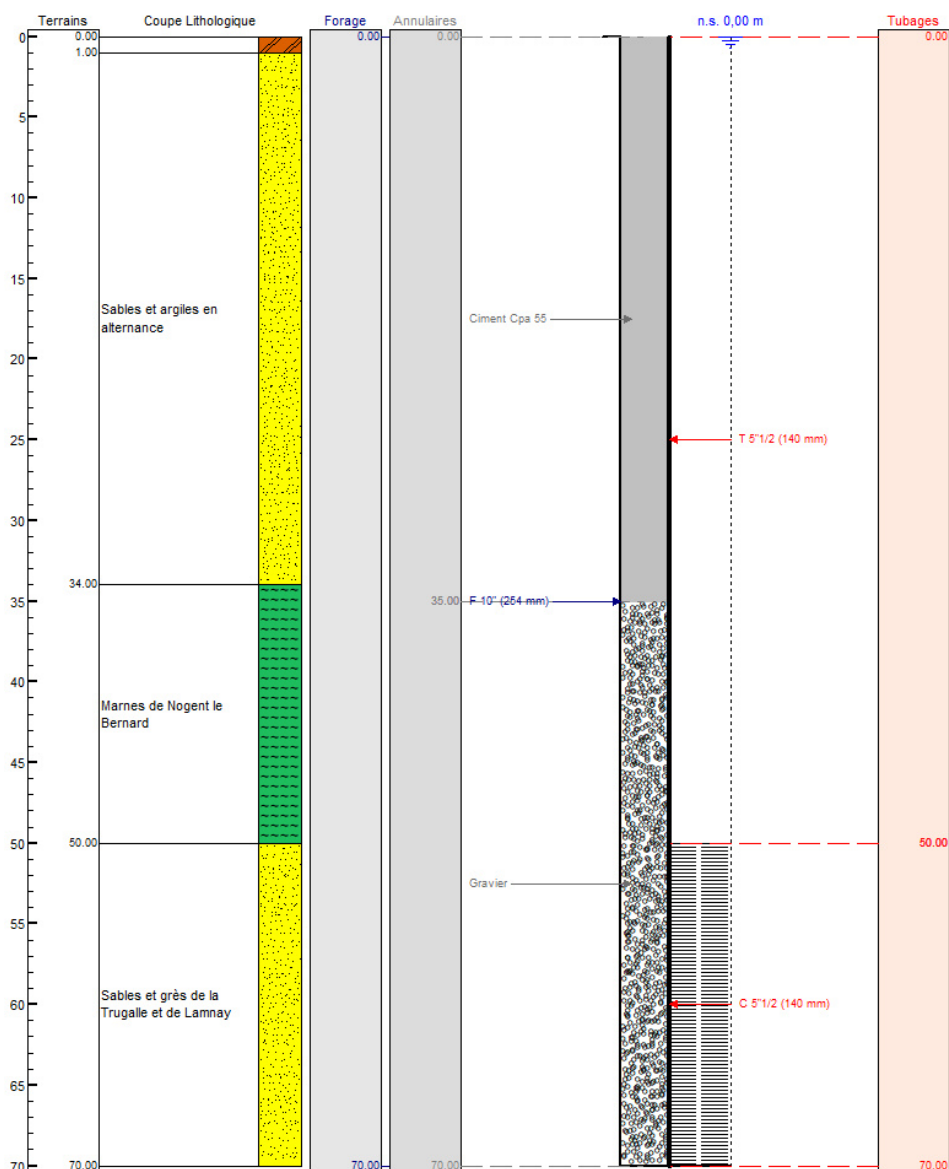
L'eau sera utilisée pour abreuver environ 90 vaches allaitantes, 35 génisses de moins d'un an et 35 taurillons. En partant sur une base de 100 litres d'eau par jour par vache allaitante, 35 litres par génisses et 50 litres par taurillon, on arrive à une consommation annuelle de 4690 m³, qui sera arrondie à 5000 m³.

IV. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage

Le forage sera réalisé en méthode Rotary, avec tubage PVC et cimentation annulaire sur 35 mètres. La profondeur totale du forage sera de 70 mètres. La tête de forage sera surélevée de 50 cm par rapport au terrain naturel.

La coupe prévisionnelle du forage devrait être sensiblement identique à celle du forage BSS 000ZYLb, en tenant compte des différences d'altimétrie entre les deux localisations.

Cela donnerait :



La profondeur totale du forage sera au maximum de **70 mètres**.

La tête de forage fera l'objet d'une cimentation annulaire sur 35 mètres pour éviter toute infiltration des eaux de surface vers la nappe.

Impact du prélèvement sur la nappe :

Le volume prélevé annuellement prélevée sera au maximum de 5000 m³.

La zone d'alimentation du forage sera évaluée avec une méthode d'approximation théorique prenant en compte la pluie efficace nécessaire pour compenser le prélèvement dans la nappe.

D'après la fiche climatologique du Mans la hauteur moyenne de précipitations est de 688 mm.

En supposant un taux d'infiltration de 30 à 50 % on obtient un volume de pluie efficace dans l'hypothèse la plus défavorable d'environ $688 \times 0.3 = 206.4$ mm

La surface impactée par le prélèvement est donc égale à $5000 / 0.2063 = 24\,236$ m²

Soit une aire d'alimentation du pompage égale à **87 mètres**.

Rabattement et incidence sur la nappe captée.

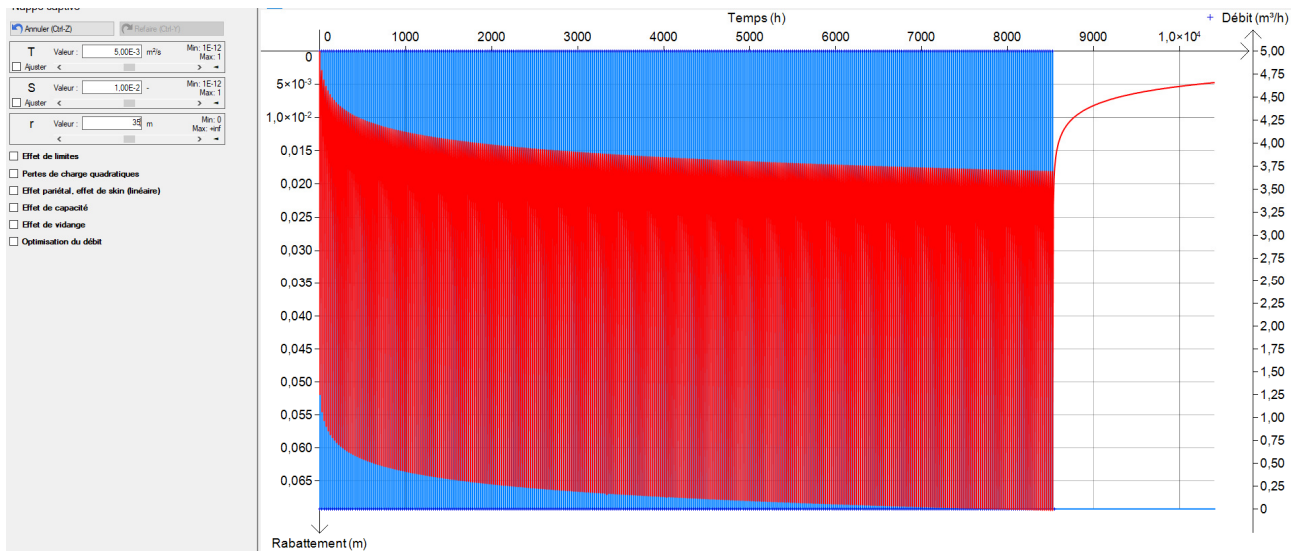
Des simulations ont réalisées sur le logiciel OUAIP du BRGM avec la formule de Theis, en prenant les hypothèses suivantes, en conditions plutôt défavorables :

- Transmissivité de 5.10^{-3} m²/s
- Coefficient d'emmagasinement de 0.01
- Absence de réalimentation de la nappe pendant la période concernée.
- Pompage à 5 m³/h pendant 3 heures 365 jours par an

Les résultats sont les suivants :

Rabattement théorique après 365 jours de pompage sans réalimentation de la nappe

A 35 m du forage	A 100 m du forage	A 950 m
6 cm	3.2 cm	1 cm

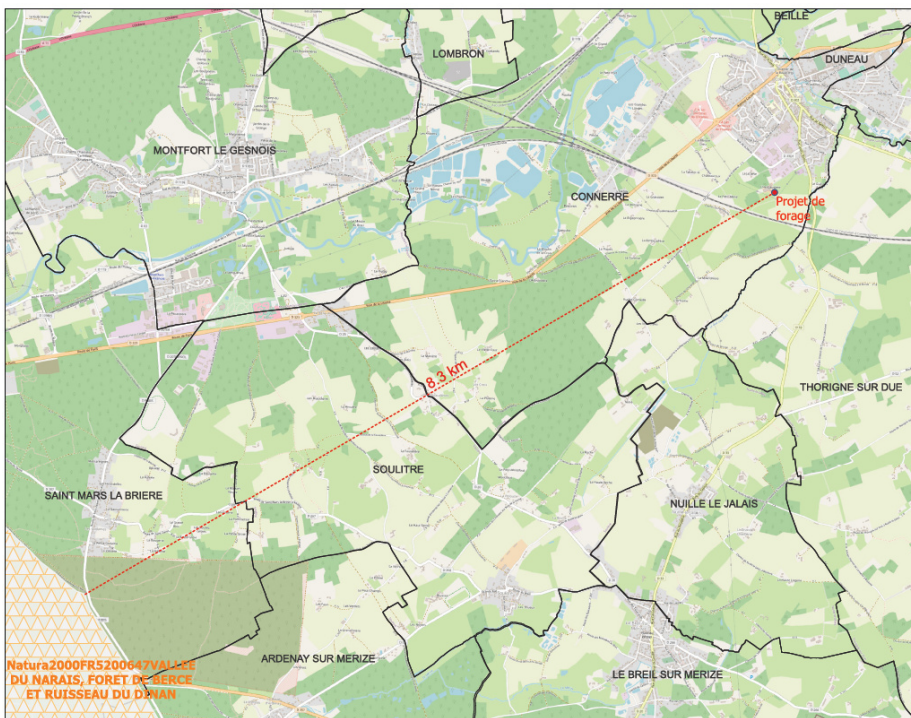


Courbe de rabattement théorique à 35 m du forage sans réalimentation de la nappe

V. Notice d'incidence

Environnement du forage

ZNIEFFs, Natura 2000, Zones humides prélocalisées, Natura 2000



La zone Natura 2000 la plus proche, à 8,3 km au Sud du projet, est la zone

FR5200647, Vallée du Narais, Forêt de Bercé et Ruisseau du Dinan.

Il s'agit d'un ensemble regroupant les vallées de deux cours d'eau et une partie du massif forestier de Bercé. Plusieurs étangs et zones humides enserrées dans des massifs forestiers privés et dans le camp militaire d'Auvours.

Plusieurs parcelles de la forêt de Bercé, incluses dans le site, contiennent des vieux arbres remarquables, habitats potentiels du cortège des insectes sapro-xylophages.

Vulnérabilité : Les aménagements hydrauliques du Narais et les enrésinements sont les principales sources potentielles de dégradation des habitats.

La maîtrise des pollutions d'origine agricole est satisfaisante pour l'instant, mais la qualité des milieux aquatiques justifie une attention particulière à ce problème.

La conservation de vieux arbres en forêt de Bercé et dans le bocage environnant est une condition indispensable à la conservation des sapro-xylophages.

La zone présente une intéressante diversité d'habitats et de groupements végétaux : étangs à riche végétation aquatique et amphibie, cours d'eau à courant vif, landes humides à Ericacées, landes sèches à Bruyère et Genêt, prairies tourbeuses à Molinie, tourbières acides à Sphaignes et tourbières alcalines.

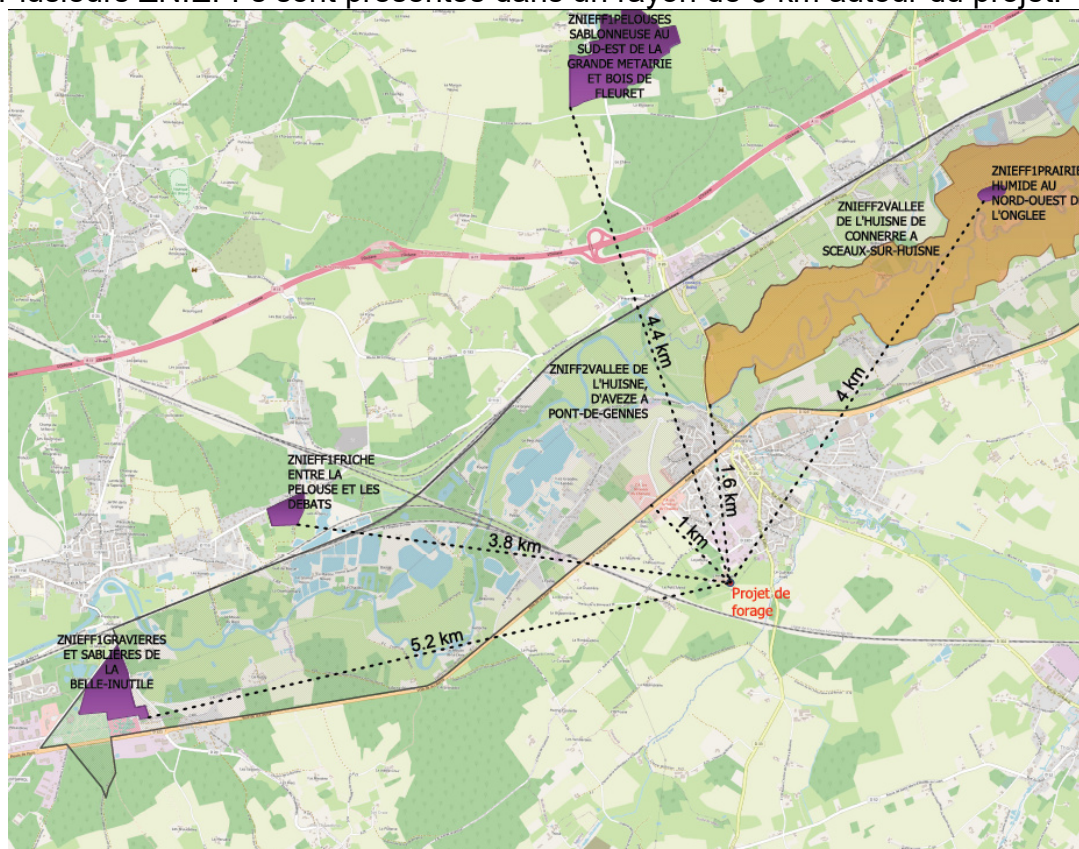
Les massifs forestiers ont été largement enrésinés. Quelques parcelles feuillues, notamment de Hêtraie à Houx, se rencontrent en particulier en forêt de Bercé

La qualité des milieux aquatiques permet la présence de l'écrevisse à pieds blanc, de la lamproie de Planer et, surtout, de la loche d'étang.

Compte-tenu de la distance, et de sa localisation sur le bassin versant du Dué, le projet n'aura aucun impact sur cette zone.

ZNIEFFS

Plusieurs ZNIEFFs sont présentes dans un rayon de 5 km autour du projet.



VALLEE DE L'HUISNE DE CONNERRE A SCEAUX-SUR-HUISNE (Identifiant national : 520006708) ZNIEFF Continentale de type 2 à 600 mètres au Nord

Cette zone comprend entre Sceaux-sur-Huisne et Connerré, les prairies alluviales les moins dégradées de cette partie de la vallée de l'Huisne, et conserve encore un fort intérêt paysager. Quelques prairies (les plus humides) ont conservé jusqu'à maintenant un intérêt floristique certain.

PRAIRIE HUMIDE AU NORD-OUEST DE L'ONGLEE (Identifiant national : 520016165) (ZNIEFF Continentale de type 1)

Zone constituée d'une dépression marécageuse et d'une mare au sein de deux prairies alluviales.

Cette zone héberge une population abondante d'une espèce végétale caractéristique de ce type de milieu, protégée sur l'ensemble du territoire national: la Renoncule à feuilles d'Ophioglosse (*Ranunculus ophioglossifolius*).

PELOUSES SABLONNEUSES AU SUD-EST DE LA GRANDE METAIRIE ET BOIS DE FLEURET (Identifiant national : 520016166) (ZNIEFF Continentale de type 1)

Cette zone est composée de deux parties, un bois de feuillus et une friche. Le bois héberge une petite population de Parisette à quatre feuilles, espèce végétale protégée dans la région. La friche est composée de parcelles sablonneuses accueillant notamment une espèce protégée dans la région Pays de la Loire : le Lupin à feuilles étroites et à graines réticulées (*Lupinus angustifolius* subsp. *reticulatus*).

FRICHE ENTRE LA PELOUSE ET LES DÉBATS (Identifiant national : 520420038) (ZNIEFF Continentale de type 1)

Il s'agit d'un ensemble de parcelles sablonneuses sur lesquelles s'est établies une végétation pionnière présentant des espèces peu communes et rares dans le département, comme la Gesse anguleuse (*Lathyrus angulatus*) et l'Ornithope comprimé (*Ornithopus compressus*).

GRAVIERES-SABLIÈRES DE LA BELLE INUTILE (Identifiant national : 520006670) (ZNIEFF Continentale de type 1)

Il s'agit d'anciennes ballastières. Les pelouses xérophiles, landes acidophiles, taillis, mares et autres dépressions humides accueillent des espèces d'affinité méridionale en limite nord absolue de leur aire de répartition, parmi lesquelles deux sont protégées au niveau régional : le lupin à feuilles étroites et à graines réticulées (*Lupinus angustifolius* subsp. *reticulatus*) et l'Ornithope comprimé (*Ornithopus compressus*).

→ Compte-tenu du caractère modeste du prélèvement, qui sera réalisé en Cénomanien captif non connecté aux eaux superficielles, le projet n'aura pas d'incidence sur ces ZNIEFFS et Natura 2000.

Zone de Répartition des eaux.

Le forage et le prélèvement ne seront pas situés en Zone de Répartition des Eaux.

Zone d'action renforcée Nitrates

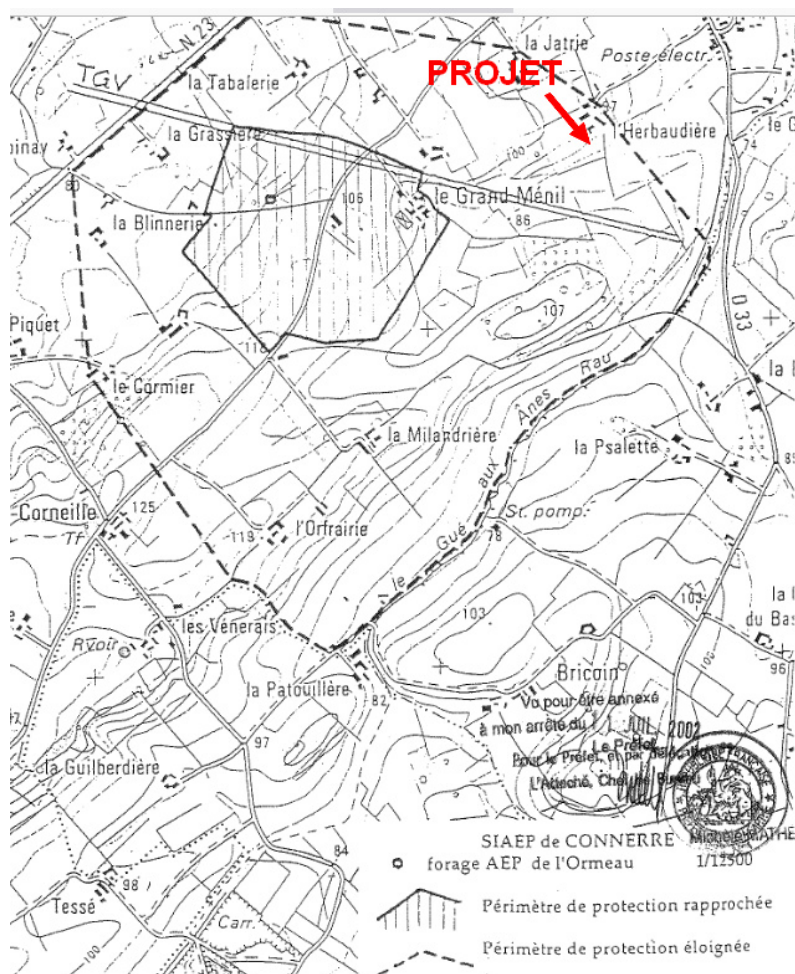
Il n'y a pas de Zones d'Action Renforcées Nitrates dans un rayon de 10 km

Captage d'alimentation en eau potable

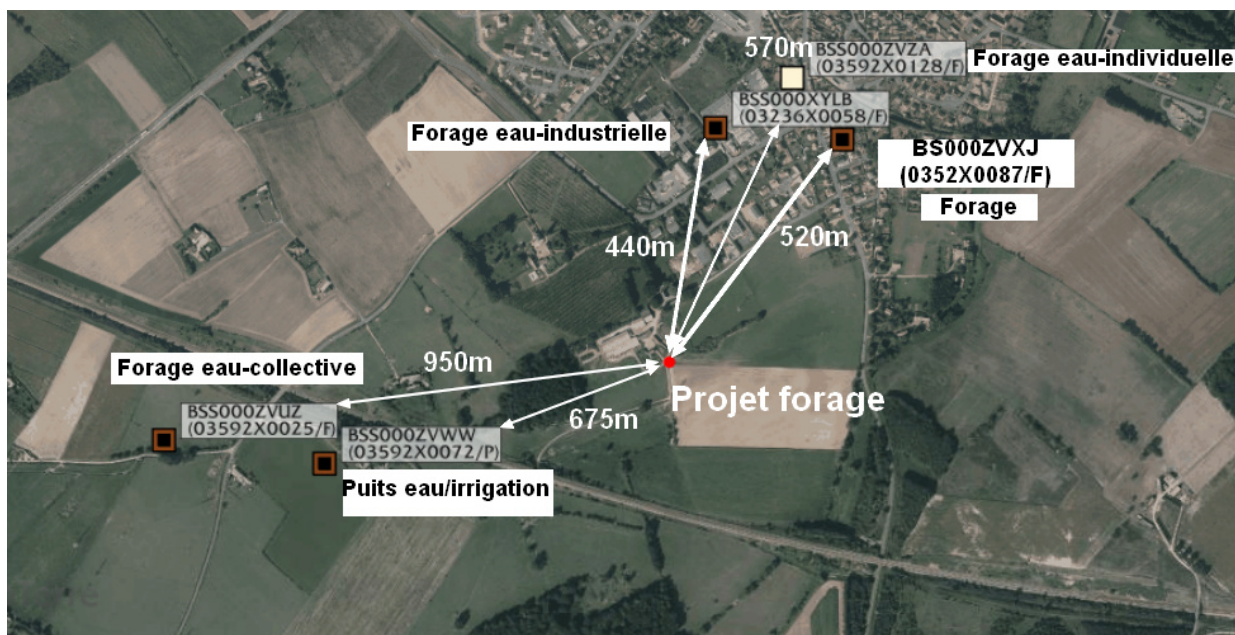
Les périmètres de protection de captages d'eau potable les plus proches sont les captages de La Vallée à Duneau et de l'Ormeau à Connerré. Ces captages prélèvent dans le Cénomanién captif, dans la même nappe que le projet.

Cependant, le prélèvement de l'EARL Richard se substituera au prélèvement actuel qui est issu du réseau d'eau potable, lui-même alimentée par le captage de Connerré. L'impact quantitatif du projet sera nul.

L'Herbaudière est par ailleurs située en périmètre de protection éloigné du Captage de l'Ormeau. Il s'agit d'une zone sur laquelle il est nécessaire d'être attentif au respect de la réglementation concernant la pollution de l'eau. La réalisation du forage dans les règles de l'art et la cimentation annulaire sur 35 mètres permettront d'éviter tout mélange de nappes et de protéger la nappe souterraine contre les infiltrations d'eau potentiellement chargée en polluants.



Autres forages



Une quinzaine de forages sont présents sur la commune de Connerre, avec des ouvrages domestiques, des ouvrages à usage d'irrigation, ainsi que le captage d'eau potable de l'Ormeau à 950 mètres du projet. A 440 mètre au Nord est également présent un forage de l'industrie Christ, qui prélève dans le Cénomanien Captif.

Compte-tenu du fait que le prélèvement envisagé se substituera au prélèvement actuel dans le réseau AEP, le projet ne devrait pas avoir d'incidence sur ces ouvrages.

Cours d'eau et Zones humides prélocalisées



Le cours d'eau le plus proche est le ruisseau du Gué au ânes, un affluent du Dué, à 381 mètres du projet, et ses zones humides associées.

Compte-tenu du prélèvement en eaux souterraines, dans une nappe captive non connectée à la nappe superficielle, le futur prélèvement n'aura pas d'impact sur cette ressource.

Éléments présents à proximité

Distance au forage	0-35 m	35-100 m	100-200 m	200-500 m
Installations agricole ou industrielles	NON	OUI	OUI	OUI
Zone urbanisée	NON	NON	OUI	OUI
Systèmes d'assainissement	NON	OUI	OUI	OUI
Autres forages et prélèvements déclarés au Code Minier	NON	NON	NON	OUI
Parcelles drainées	NON	NON	NON	NON
Plan d'épandage	NON	OUI	OUI	OUI
Déchetterie	NON	NON	NON	NON
Cours d'eau	NON	NON	NON	OUI
Zone humide prélocalisée	NON	NON	NON	NON
ZNIEFF	NON	NON	NON	NON
ZONE Natura 2000	NON	NON	NON	NON

VI. Compatibilité avec le SAGE ET LE SDAGE

Le site est situé sur le périmètre du Bassin Loire Bretagne et du SAGE de l'Huisne.

Compatibilité avec le SDAGE Loire-Bretagne

Le SDAGE Loire-Bretagne, approuvé par arrêté régional du 18 mars 2022

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2022 à 2027 et son programme de mesures arrêté le 18 mars 2022 sont entrés en vigueur le 4 avril 2022.

Le SDAGE est complété par un programme de mesures et par des documents d'accompagnement.

Les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement doivent être compatibles avec le SDAGE.

Orientation fondamentale du SDAGE et dispositions	Projet
CHAPITRE 1 : repenser les aménagements des cours d'eau dans leur bassin versant	Sans objet. Le projet n'implique pas de réaménagements de
1A - Préservation et restauration du bassin versant	

1B - Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux 1C - Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques 1D - Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1E - Limiter et encadrer la création de plans d'eau 1F - Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur 1G - Favoriser la prise de conscience 1H - Améliorer la connaissance 1I - Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	cours d'eau
CHAPITRE 2 : réduire la pollution par les nitrates 2A - Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire 2B - Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux 2C - Développer l'incitation sur les territoires prioritaires 2D - Améliorer la connaissance	La protection de la tête de forage par une margelle béton et une cimentation annulaire prévient toute pollution de la nappe par infiltration d'eaux de surface.
CHAPITRE 3 : réduire la pollution organique, phosphorée et Microbiologique 3A - Poursuivre la réduction des rejets ponctuels de polluants organiques et phosphorés 3B - Prévenir les apports de phosphore diffus 3C - Améliorer l'efficacité de la collecte des eaux usées 3D - Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme. 3E - Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes	Même remarque
CHAPITRE 4 : maîtriser et réduire la pollution par les pesticides 4A – Réduire l'utilisation des pesticides* et améliorer les pratiques 4B - Promouvoir les méthodes sans pesticides* dans les collectivités et sur les infrastructures publiques 4C - Développer la formation des professionnels 4D - Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides 4E - Améliorer la connaissance	Sans objet pour un projet de forage
CHAPITRE 5 : maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants 5A - Poursuivre l'acquisition des connaissances 5B - Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives 5C - Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations	Projet non concerné
CHAPITRE 6 : protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6A - Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable 6B - Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages 6C - Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides* dans les aires d'alimentation des captages 6D - Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages 6E - Réserver certaines ressources à l'eau potable 6F - Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales 6G - Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants	Projet non destiné à l'eau potable et situé en dehors de tout périmètre de protection de captage

<p>CHAPITRE 7 : gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et Durable <i>A - Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau</i> <i>7B - Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins en période de basses eaux</i> <i>7C - Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4</i> <i>7D - Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hors période de basses eaux</i> <i>7E - Gérer la crise</i></p>	<p>Le prélèvement vient en substitution d'un prélèvement d'eau potable. L'impact quantitatif sera nul.</p>
<p>CHAPITRE 8 : préserver et restaurer les zones humides <i>8A - Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités</i> <i>8B - Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et Activités</i> <i>8C – Préserver, gérer et restaurer les grands marais littoraux</i> <i>8D - Favoriser la prise de conscience</i> <i>8E - Améliorer la connaissance</i></p>	<p>Pas de destruction de zone humide</p>
<p>CHAPITRE 9 : préserver la biodiversité aquatique <i>9A - Restaurer le fonctionnement des circuits de migration</i> <i>9B - Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats</i> <i>9C - Mettre en valeur le patrimoine halieutique</i> <i>9D - Contrôler les espèces envahissantes</i></p>	<p>Projet non concerné</p>
<p>CHAPITRE 10 : préserver le littoral <i>10A – Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition</i> <i>10B – Limiter ou supprimer certains rejets en mer</i> <i>10C – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade</i> <i>10D – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle</i> <i>10E – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des zones de pêche à pied de loisir</i> <i>10F – Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement</i> <i>10G – Améliorer la connaissance des milieux littoraux</i> <i>10I – Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins</i></p>	<p>Projet non concerné</p>
<p>CHAPITRE 11 : préserver les têtes de bassin versant <i>11A - Restaurer et préserver les têtes de bassin versant</i> <i>11B - Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant</i></p>	<p>Le projet ne porte pas atteinte aux têtes de bassins versant.</p>
<p>CHAPITRE 12 : faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques <i>12A - Des Sage partout où c'est « nécessaire »</i> <i>12B - Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau</i></p>	<p>Projet non concerné (politiques publiques)</p>

12C - Renforcer la cohérence des politiques publiques	
12D - Renforcer la cohérence des Sage voisins	
12E - Structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau	
12F - Utiliser l'analyse économique comme outil d'aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux	
CHAPITRE 13 : mettre en place des outils réglementaires et financiers	Projet non concerné (politiques publiques)
13A - Mieux coordonner l'action réglementaire de l'État et l'action financière de l'agence de l'eau	
13B - Optimiser l'action financière de l'agence de l'eau	
CHAPITRE 14 : informer, sensibiliser, favoriser les échanges	Projet non concerné (politiques publiques)
14A - Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées	
14B - Favoriser la prise de conscience	
14C - Améliorer l'accès à l'information sur l'eau	

Le projet est donc compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne.

Compatibilité avec le SAGE de l'Huisne

Le SAGE de l'Huisne a été approuvé le 27 janvier 1999 et modifié le 4 mai 2017

Le règlement du SAGE est opposable aux tiers.

Il se compose de cinq articles :

Article n°1 : Limiter le recours au curage du lit des cours d'eau

Les opérations de curage, soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, ne sont autorisées que dans les cas où sont cumulativement démontrés :

- des impératifs de sécurité des biens et des personnes, ou de salubrité publique ;
- des objectifs de maintien ou d'amélioration de la qualité des écosystèmes ;
- l'inefficacité de l'autocurage pour atteindre le même résultat ;
- l'innocuité des opérations de curage pour les espèces ou aux habitats protégés par des arrêtés de biotope ou identifiés par le réseau Natura 2000.

Article n°2 : Consolider ou protéger les berges par l'emploi de méthodes douces

Afin de préserver et de retrouver le caractère naturel des cours d'eau ainsi que leur équilibre hydro-dynamique, tous les travaux de consolidation ou de protection des berges soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement doivent privilégier l'emploi de méthodes douces, notamment par des techniques végétales vivantes.

L'utilisation d'autres techniques n'est autorisée que dans les cas suivants :

- *l'existence d'enjeux liés à la sécurité : des personnes, des habitations, des bâtiments d'activités et des infrastructures de transports ;*
- *l'absence d'atteinte irréversible aux espèces protégées ou aux habitats ayant justifiés l'intégration du secteur concerné dans le réseau Natura 2000, dans les secteurs concernés par les arrêtés de biotope ;*
- *l'inefficacité des techniques végétales vivantes.*

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements concourent par les décisions qu'ils prennent, chacun dans leur domaine de compétence, au respect de cet objectif de protection des berges.

Article n°3 : Interdire la destruction des zones humides

Les installations, ouvrages, travaux et activités emportant assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, soumises à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, sont interdites, sauf s'il est démontré :

- *l'existence d'enjeux liés à la sécurité des personnes, des habitations, des bâtiments d'activités et des infrastructures de transports existants ;*
- *l'impossibilité technico-économique d'implanter, en dehors de ces zones, les infrastructures publiques de captage pour la production d'eau potable et de traitement des eaux usées ainsi que les réseaux qui les accompagnent ;*
- *l'impossibilité technico-économique d'implanter, en dehors de ces zones, des extensions d'installations ou de bâtiments d'activité économique existant ;*
- *l'existence d'un projet autorisé par déclaration d'utilité publique ;*
- *la nécessité d'autoriser la réalisation d'accès pour gérer les zones humides ou pour permettre le désenclavement de parcelles agricoles ;*
- *l'existence d'une déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211 -7 du code de l'environnement.*

Cette mesure s'applique aux récépissés de déclaration et autorisation délivrés à compter du lendemain de la date de publication du SAGE.

Article n°4 : Limiter la création de nouveaux plans d'eau

La création de nouveaux plans d'eau en eau permanente, soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, est interdite dans les communes situées sur les sous-bassins dont la surface cumulée de plans d'eau est supérieure à 0,5 % de la surface totale du sous-bassin ainsi que dans le bassin versant de la Vive Parence.

Cette règle ne concerne ni les retenues de substitutions, ni les plans d'eau de barrages destinés à l'alimentation en eau potable et à l'hydroélectricité relevant de l'article 4-7 de la Directive Cadre européenne sur l'Eau, ni les lagunes de traitement des eaux usées, ni les plans d'eau de remise en état des carrières, ni les plans d'eau utilisés exclusivement pour l'irrigation et/ou l'abreuvement du bétail, ni les étangs de pisciculture et d'aquaculture à vocation professionnelle..

Article n°5 : Encadrer la réalisation d'ouvrages dans les zones d'expansion de crues

Les champs naturels d'expansion des crues ont une capacité d'écroulement de crues, plus particulièrement pour les petites et moyennes crues. Afin de protéger les zones d'expansion des crues, les installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, ne sont autorisés que :

- lorsque l'existence d'enjeux liés à la sécurité des personnes, des habitations et des bâtiments d'activités est démontrée ;*
- ou lorsque l'extension des bâtiments d'activités existants est techniquement impossible en dehors de ces zones ;*
- ou lorsque l'implantation d'infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux (eaux usées, eau potable), et de réseaux techniques, est techniquement impossible en dehors de ces zones ;*
- ou pour des projets d'infrastructures de transports.*

Cette règle s'applique aux récépissés de déclaration, enregistrement et autorisation délivrés à compter du lendemain de la date de publication du SAGE.

Le projet de forage en nappe captive n'aura pas d'impact négatif sur les cours d'eau et les zones humides. Il est donc compatible avec le SAGE .